

c'est précisément pour cela que je m'y oppose de toutes mes forces. Je suis convaincu, en effet, que l'établissement d'un pouvoir aussi gigantesque serait la source des plus grands malheurs non seulement pour les parties composantes, mais peut-être pour le monde entier. Mais je reviens à mon sujet et je rappellerai d'abord les périls auxquels nous avons dernièrement échappé. Je ne parle que de ce dont j'ai été témoin moi-même dans ma courte carrière politique, et j'en appelle à chacun des membres de cette hon. chambre en leur demandant si nous avons lieu d'être fiers des scènes qui se sont passées pendant les deux dernières sessions?—nous avons tout au plus droit de nous réjouir de la conclusion. Quelle était notre position, M. l'ORATEUR, cette position que certains hon. membres ont la hardiesse de regretter? Deux dissolutions (bien que dans la dernière la prérogative royale n'ait pas été exercée); trois changements de ministère dans un an; la destinée du ministère dépendant du vote de tel ou tel membre capricieux ou sans principes parmi les 130 députés qui composent cette chambre; notre revenu et notre crédit marchant vers la ruine; toute législation suspendue; tels étaient, M. l'ORATEUR, les pénibles symptômes qui auraient bien pu nous alarmer quand même nous eussions été dans la paix la plus profonde. Mais, menacés par les dangers les plus sérieux pour un peuple libre, il aurait fallu être sourds et aveugles en présence des calamités qui pèsent sur nos voisins pour ne pas saisir la première occasion de sortir de cette pénible position; ce qui m'étonne ce n'est pas que nos hommes d'état aient courageusement mis de côté leurs animosités particulières et leurs petits intérêts de parti, mais c'est que nous ayons enduré un pareil état de choses pendant deux grandes années. Il ne m'appartient pas de dire qui a été le plus à blâmer dans le passé. Je ne prétends juger ni défendre personne; je ne parle que de faits connus de tout le monde et je dis que l'attitude et l'animosité des partis nous avaient fait descendre à un degré de démoralisation qu'il est même pénible de rappeler en ce moment. Bien loin de regarder comme un malheur ou comme enlevant toute sauvegarde au peuple, la fusion des parties qui s'est opérée, je prétends qu'il était de la dernière importance pour le pays de voir cesser ces luttes désempées qui le divisaient depuis si longtemps, d'avoir un instant de repos pour examiner

les graves dangers qui l'entouraient, une chance enfin d'échapper à l'anarchie qui le menaçait. Les différents partis et la presse peuvent se féliciter que depuis que le projet a été soumis au public le ton général de la discussion s'est beaucoup relevé. (Écoutez! écoutez!) Pour la presse, en particulier, du moment qu'elle n'a plus été dans la nécessité de descendre aux manœuvres de parti, du moment qu'elle a eu à s'occuper d'une question aussi grave, elle a abandonné toutes ces rancuneuses personnalités qui salissaient ses pages. M. l'ORATEUR, le Canada a eu une leçon qu'il n'oubliera pas de sitôt. Je suis persuadé que, dorénavant, il ne sera plus aussi facile d'animer citoyen contre citoyen, race contre race. Nos populations commencent à comprendre que les hommes qui se mettent à la tête des grands partis ne sont pas nécessairement des scélérats; que les deux partis peuvent avoir de grands principes politiques à défendre, que les mots réformiste et révolutionnaire, conservateur et corrupteur, ne sont pas absolument synonymes, et que les hommes qui ont consacré la plus belle partie de leur vie, et quelquefois une grande portion de leur fortune, au service de leur pays, ont des vues plus hautes que les misérables intrigues de l'agiotage. Ce respect des hommes publics est pour moi d'une grande importance. Tout le monde reconnaît qu'une grande partie des malheurs qui affligent aujourd'hui les États-Unis, est due à la dégradation des hommes publics. Il est heureux pour nous que notre sort soit encore entre nos mains; il est heureux que nous puissions encore décider si nous aurons pour chefs des hommes d'état ou des orateurs de la rue, et si cette chambre maintiendra sa dignité ou deviendra un caucus de charlatans. Il est encore en notre pouvoir de décider si nous aurons à la tête des affaires les hommes les plus habiles du pays ou si la capacité sera une cause d'exclusion de cette assemblée. Il devient évident, M. l'ORATEUR, que, sous ce rapport et d'autres, les Canadiens sont disposés à imiter leurs ancêtres d'Angleterre. M. l'ORATEUR, certains hon. membres ne pouvant produire aucun argument solide contre la confédération, se sont montrés hautement scandalisés de la combinaison qui va probablement assurer le succès de ce projet. En théorie, je l'admets, toute fusion politique peut-être considérée mauvaise. Cette idée est surtout répandue chez le peuple anglais; de fait, une coalition est une mesure